

**DE GAZA À PARIS,
LA LUTTE CONTRE
LE COLONIALISME
EST
INTERNATIONALE**

**JOURNÉE CONTRE
LA LOI DARMANIN
ET POUR LA LUTTE
DU PEUPLE
PALESTINIEN.**



MARDI 12/03/24

12H30 → RASSEMBLEMENT DEVANT LE CROUS
18H30 → MEETING DE LUTTE

Au lendemain de la décision rendue par la Cour Internationale de Justice sanctionnant le risque de génocide à Gaza et obligeant Israël et ses alliés à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les massacres et les humiliations cessent, le gouvernement français a pris deux décisions. Il a tout d'abord choisi de couper, comme beaucoup d'autres États, les financements à l'UNRWA (plus gros organisme humanitaire à Gaza), contribuant à accentuer la stratégie de famine, aujourd'hui véritable outil génocidaire à l'encontre des palestinien-ne-s. Ensuite, il a annoncé la poursuite des exportations d'armes vers Israël. C'est ainsi que malgré la décision de la CIJ, plus de 3500 palestinien-ne-s sont mort-e-s et 5600 ont été blessé-e-s (portant le nombre total de victimes à plus 35 000 personnes assassinées et 67 000 blessées) depuis le 25/01. La décision de la CIJ n'a pas non plus découragé la répression contre le soutien à la Palestine en France, qui s'est même accrue ces dernières semaines.

Alors qu'il renouvelle aujourd'hui son soutien impérialiste à la colonisation israélienne, l'État français avait fait passer, quelques semaines plus tôt avec la loi Darmanin, la loi la plus raciste de l'histoire de la Ve République, poussant plus loin que jamais la criminalisation, la stigmatisation et l'exploitation des personnes étrangères en France. Cette loi, qui se prétendait progressiste en favorisant des régularisations pour les "métiers en tension", s'inscrivait pourtant par là-même dans la droite lignée de la tradition impérialiste française. L'État et le patronat français ont en effet toujours oeuvré à faire venir des colonies ou anciennes colonies une main d'oeuvre bon marché, à en contrôler l'activité et à l'assigner aux secteurs les plus pénibles, tout en promouvant un discours qui attribue les bas salaires, le chômage et l'insécurité à ces mêmes catégories de la population.

La politique française en Palestine et celle contre les personnes migrantes participent de la même politique raciste et impérialiste de l'État français : le soutien actif par la vente d'arme et la validation de l'entreprise génocidaire de l'État d'Israël en Palestine ; la fermeture toujours plus importante des frontières européennes et françaises causant des dizaines de milliers de mort-e-s en méditerranée et la criminalisation, sur son territoire, des personnes exilées.

Face à la complicité active du gouvernement français dans cette guerre génocidaire menée par Israël contre le peuple palestinien et la répression de la liberté d'expression autour de la Palestine, la Coordination universitaire contre la colonisation en Palestine (CUCCP) appelle le monde académique français à une journée de mobilisation universitaire européenne pour la Palestine le 12 mars 2024.

Dans ce cadre, le Comité Palestine de l'EHESS-Condorcet et des étudiant-es mobilisé-es organisent un rassemblement à 12h30 devant le Crous et un meeting à 18h30 en présence de militantes d'Urgence Palestine, des collectifs de la Marche des Solidarités, du collectif des jeunes du Parc de Belleville et d'Omar Slaouti.